












# Procédure file

Informations de base	
<p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procédure 2019/0107(COD) codécision)                      Décision</p>	Procédure terminée
<p>Services de transport international routier de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières: transports de cabotage entre Allemagne et Suisse</p>	
<p>Sujet                      3.20.05 Transport routier de personnes et de marchandises                      3.20.15.04 Coopération et accords de transport routier</p>	
<p>Zone géographique                      Allemagne RF                      Suisse</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<p> <a href="#">Transports et tourisme</a></p>	<p> <a href="#">FERBER Markus</a></p> <p>Rapporteur(e) fictif/fictive</p> <p> <a href="#">DANIELSSON Johan</a></p> <p> <a href="#">BAUZÁ DÍAZ José Ramón</a></p> <p> <a href="#">DELLI Karima</a></p> <p> <a href="#">ZĪLE Roberts</a></p> <p> <a href="#">KOUNTOURA Elena</a></p>	26/08/2019
	Commission au fond précédente		
	<p> <a href="#">Transports et tourisme</a></p>		
Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
<p> <a href="#">Emploi et affaires sociales</a></p>	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
Commission pour avis précédente			
<p> <a href="#">Emploi et affaires sociales</a></p>			
Commission pour avis sur la base juridique	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
<p> <a href="#">Affaires juridiques</a></p>		20/11/2019	

Conseil de l'Union européenne  
Commission européenne

DG de la Commission

Commissaire

[Mobilité et transports](#)

BULC Violeta

Comité économique et social  
européen

Comité européen des régions

Evénements clés			
13/05/2019	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2019)0221</a>	Résumé
15/07/2019	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
21/01/2020	Vote en commission, 1ère lecture		
24/01/2020	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A9-0006/2020</a>	
13/05/2020	Résultat du vote au parlement		
13/05/2020	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T9-0066/2020</a>	Résumé
17/06/2020	Fin de la procédure au Parlement		
18/06/2020	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
18/06/2020	Signature de l'acte final		
22/06/2020	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2019/0107(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 091
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a> <a href="#">Comité européen des régions</a>
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	TRAN/9/00470

Portail de documentation					
Document de base législatif		<a href="#">COM(2019)0221</a>	13/05/2019	EC	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES3047/2019</a>	25/09/2019	ESC	
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE641.312</a>	08/10/2019	EP	

Amendements déposés en commission		<a href="#">PE644.719</a>	19/11/2019	EP	
Avis spécifique	JURI	<a href="#">PE645.102</a>	20/01/2020	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0006/2020</a>	24/01/2020	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T9-0066/2020</a>	13/05/2020	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		<a href="#">SP(2020)229</a>	10/06/2020	EC	
Projet d'acte final		00001/2020/LEX	18/06/2020	CSL	

## Acte final

[Décision 2020/853](#)  
[JO L 198 22.06.2020, p. 0044](#)

## Services de transport international routier de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières: transports de cabotage entre Allemagne et Suisse

**OBJECTIF** : permettre à l'Allemagne à modifier son accord bilatéral existant de transport routier avec la Suisse en vue d'autoriser les transports de cabotage lors de services de transport international routier de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières entre les deux pays.

**ACTE PROPOSÉ** : décision du Parlement européen et du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN** : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

**CONTEXTE**: les transports bilatéraux routiers de voyageurs et de marchandises entre la Suisse et l'Union européenne sont régis par l'accord sur le transport terrestre entre l'Union européenne et la Suisse (l'«accord UE»).

En vertu de l'accord UE, le transport de voyageurs par autocars et autobus entre deux points situés sur le territoire d'une même partie contractante, effectué par des transporteurs établis dans l'autre partie contractante, appelé «cabotage», n'est pas autorisé. Cela signifie que les exploitants d'autobus et d'autocars établis en Suisse ne peuvent pas transporter des voyageurs entre deux points du côté allemand de la frontière et que les exploitants établis dans l'UE ne peuvent pas transporter des voyageurs entre deux points du côté suisse de la frontière.

Toutefois, l'article 20, paragraphe 2, de l'accord UE permet spécifiquement la poursuite de l'exercice des droits existants de cabotage à condition qu'aucune discrimination ne soit exercée entre des transporteurs de l'UE et qu'il n'y ait pas de distorsions de concurrence.

Les régions frontalières d'Allemagne et de Suisse sont étroitement intégrées et il existe un certain nombre de services de transport offerts par autobus et autocars qui traversent la frontière et relient ainsi les régions frontalières des deux pays.

Par lettre du 11 mai 2017, l'Allemagne a informé la Commission qu'elle serait reconnaissante que l'Union habilite à modifier son accord bilatéral existant de transport routier avec la Suisse de 1953 en vue d'autoriser les transports de cabotage au cours de la fourniture de services de transport de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières entre les deux pays. La Suisse a informé la Commission qu'elle souhaitait également modifier cet accord à cet effet.

**CONTENU** : la proposition de décision vise à habiliter l'Allemagne à modifier son accord bilatéral existant de transport routier avec la Suisse en vue d'autoriser les transports de cabotage au cours de la fourniture de services de transport international de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières entre les deux pays.

Les transports de cabotage permettent d'augmenter le facteur de charge des véhicules, ce qui améliore l'efficacité économique des services. L'autorisation des transports de cabotage dans le cadre de la fourniture de services de transport international de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières entre l'Allemagne et la Suisse permettrait aux transporteurs concernés de devenir plus compétitifs et plus efficaces. L'étroite intégration de ces régions frontalières pourrait en être encore renforcée.

Afin de garantir que les transports de cabotage concernés ne modifient pas de manière excessive le fonctionnement du marché intérieur des services de transport par autocars et autobus, établis par le

[règlement \(CE\) n° 1073/2009](#), leur autorisation serait subordonnée aux conditions qu'aucune discrimination ne soit exercée entre des transporteurs établis dans l'Union et qu'il n'y ait pas de distorsions de concurrence. Pour la même raison, les transports de cabotage seraient autorisés uniquement dans les régions transfrontalières de l'Allemagne au cours de la fourniture de services de transport par autocars et autobus entre l'Allemagne et la Suisse. Seraient considérées comme des régions frontalières de l'Allemagne, les districts administratifs de Fribourg et Tübingen dans le Bade-Wurtemberg et le district administratif de Souabe en Bavière.

La présente proposition fait suite à une demande de l'Allemagne, et elle ne concerne que cet État membre. Une demande similaire a été envoyée par l'Italie et fait l'objet d'une [procédure parallèle](#).

## Services de transport international routier de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières: transports de cabotage entre Allemagne et Suisse

---

Le Parlement européen a adopté par 676 voix pour, 1 contre et 13 abstentions, une résolution législative sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil habilitant l'Allemagne à modifier son accord bilatéral existant de transport routier avec la Suisse en vue d'autoriser les transports de cabotage lors de services de transport international routier de voyageurs par autocars et autobus dans les régions frontalières entre les deux pays.

Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire. Il a demandé que la décision soit fondée sur l'article 91 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

La décision proposée habiliterait l'Allemagne à modifier son accord bilatéral de transport routier avec la Suisse du 17 décembre 1953 en vue d'autoriser les transports de cabotage dans les régions frontalières de l'Allemagne et de la Suisse au cours de la prestation de services de transport routier de voyageurs par autocars et autobus entre les deux pays, à condition qu'il n'y ait aucune discrimination entre des transporteurs établis dans l'Union et qu'il n'y ait pas de distorsion de concurrence.

Les transports de cabotage ne seraient autorisés que dans les régions frontalières de l'Allemagne spécifiées dans le texte de la décision proposée - les districts administratifs de Fribourg et de Tübingen dans le Bade-Wurtemberg et le district administratif de Souabe en Bavière - dans le cadre de la fourniture de services d'autocar et d'autobus entre l'Allemagne et la Suisse. L'étroite intégration de ces régions frontalières serait ainsi renforcée.

La décision proposée fait suite à une demande de l'Allemagne adressée le 11 mai 2017 et elle ne concerne que cet État membre.